

---

PIERRE ASTIÉ  
DOMINIQUE BREILLAT  
CÉLINE LAGEOT\*

## REPÈRES ÉTRANGERS

(1<sup>er</sup> AVRIL – 30 JUIN 2020)

147

### AFGHANISTAN

28 juin 2020. **Guerre civile.** Le *New York Times* affirme que la Russie a incité des talibans, en échange de primes, à tuer des soldats américains ainsi que leurs alliés. Alors qu'il est rapporté que le président des États-Unis en a été informé en mars par son conseil à la sécurité nationale sans réagir, Donald Trump nie sur son compte Twitter.

17 mai 2020. **Gouvernement.** Le président Ashraf Ghani signe un accord de partage du pouvoir avec Abdullah Abdullah, mettant fin à la revendication de la présidence par ce rival. Abdullah Abdullah « conduira la commission de réconciliation nationale et des membres de son équipe seront inclus dans le cabinet », selon la présidence.

### ALLEMAGNE

Avril-juin 2020. **Santé publique.** L'Allemagne est certainement le pays

européen ayant le mieux géré l'épidémie de coronavirus. Certains y voient la force du fédéralisme. Ce sont d'ailleurs les *Länder*, et non le pouvoir fédéral, qui définissent la stratégie de déconfinement.

5 mai 2020. **Tribunal constitutionnel.** CJUE. Le Tribunal constitutionnel rejette, le 5 mai, le programme de rachat de dettes publiques lancé par la Banque centrale européenne face à la crise sanitaire. Saisie par le Tribunal constitutionnel, la Cour de justice de l'Union européenne avait jugé que ce programme de rachat était conforme au droit européen et n'était pas contraire à l'interdiction du financement monétaire des États prévue par l'article 123 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Le Tribunal allemand refuse de façon choquante de s'incliner, jugeant la décision de la CJUE « incompréhensible ». Il remet en cause la supériorité du droit de l'Union, attitude malheureusement bien commune de nombreuses cours suprêmes nationales.

---

\* Centre d'études sur la coopération juridique internationale-Université de Poitiers (CECOJI-UP) – EA 7353.

Le 8 mai, la CJUE rappelle qu'elle est « seule » compétente sur l'action de la Banque centrale européenne. Ursula von der Leyen menace le Tribunal constitutionnel d'une procédure en justice. Le 10 mai, elle déclare que « la parole ultime sur le droit européen est rendue à Luxembourg ».

Le 13 mai, Angela Merkel, devant le Bundestag, défend l'Union européenne et appelle à plus d'intégration au sein de la zone euro. C'est un désaveu pour les juges de Karlsruhe.

#### ARABIE SAOUDITE

148

26 avril 2020. **Peine de mort.** Un décret royal abolit la peine capitale pour les mineurs. Cela sauve de l'exécution Ali al-Nimr, 25 ans, condamné à mort pour avoir participé en 2012 à une révolte à Qatif, région à majorité chiite, alors qu'il avait 17 ans. Il devait être exécuté en 2015 mais avait échappé à sa peine grâce à une action internationale et une intervention de François Hollande. En 2019, selon Amnesty International, trente-sept chiites dont trois mineurs avaient notamment été exécutés.

#### BRÉSIL

2 et 27 avril 2020. **Santé publique.** Le président Bolsonaro évoque une « supposée pénurie alimentaire » et incrimine les autorités locales, qui servent de boucs émissaires. Les Américains sont très inquiets. Jair Bolsonaro persiste à nier la pandémie.

Le 2 avril, le très populaire ministre de la Justice, Sérgio Moro, en fonction depuis le 2 janvier 2019, démissionne à la suite de la décision, la veille, du président Bolsonaro de remplacer le directeur de la police fédérale, Maurício Valeixo, proche du ministre. Sérgio

Moro accuse Jair Bolsonaro de porter atteinte à l'indépendance de la justice en nommant « un proche qu'il pourrait appeler pour obtenir des informations » sur les enquêtes en cours visant notamment sa famille. Ces accusations pourraient justifier l'ouverture d'une procédure de destitution du Président. Le Tribunal suprême lance le 27 avril une enquête préliminaire.

#### BURUNDI

12 juin 2020. **Ancien président.** Le 8 mai, soit près de trois semaines après l'élection de son successeur, le général Évariste Ndayishimiye, le président Pierre Nkurunziza, 55 ans, fils d'un père hutu et d'une mère tutsie, ancien chef rebelle, en fonction depuis le 26 août 2005, décède à Karuzi, et Pascal Nyabenda, 54 ans, président du Parlement, assure l'intérim. Cependant, le 11 juin, le gouvernement demande à la Cour constitutionnelle de déterminer les modalités d'exercice de la vacance. Le 12 juin, la Cour considère qu'un intérim n'est pas nécessaire et que le président élu, qui aurait dû prendre ses fonctions en août, doit être investi le plus tôt possible. L'investiture a lieu le 18 juin.

#### CHINE (RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE)

Mai-juin 2020. **Hong Kong.** Le directeur du bureau de liaison avec Hong Kong, représentation officielle de Pékin, appelle le gouvernement local à adopter « le plus vite possible » la disposition anti-sécession et anti-trahison contre laquelle se mobilisent en masse les Hongkongais. Pékin profite de la pandémie pour asseoir son autorité.

Le 18 mai, des heurts violents ont lieu dans le Parlement entre députés

pro-démocratie et députés pro-Chine, lors du vote d'un texte criminalisant toute insulte à l'hymne national. Le même jour s'ouvre le procès de quinze anciens députés, avocats et militants arrêtés le 14 avril, dont Martin Lee, 81 ans, « père de la démocratie » à Hong Kong.

Le 22 mai, Pékin présente un projet de loi permettant de poursuivre dissidents et mouvements pro-démocratie. La loi pourrait supprimer les libertés et réduire à néant le principe « un pays, deux systèmes ».

Le projet est adopté le 28 mai par 2 878 voix contre 1... et 6 abstentions. L'Assemblée populaire nationale donne mandat à son comité permanent d'imposer une loi sur la sécurité nationale, transposition de l'article 23 de la Loi fondamentale de Hong Kong, qui permet de contourner le parlement local.

Le 2 juin, Boris Johnson et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Dominic Raab, proposent de modifier le système des passeports « BNO » (*British National Overseas*), auquel peut prétendre tout citoyen de Hong Kong né avant 1997. Pékin menace de mesures de réciprocité.

Pékin impose sa loi sur la sécurité nationale. Promulguée le 30 juin, elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet, jour du vingt-troisième anniversaire de la rétrocession de Hong Kong à la Chine.

28 mai 2020. **Code civil.** L'Assemblée populaire nationale adopte un code civil. Le texte « réaffirme la dignité humaine et le droit à l'intégrité du corps humain face aux menaces que représentent notamment les technologies », selon un expert chinois. Mais il reste insuffisant pour assurer une protection efficace des droits.

## CONSEIL DE L'EUROPE

20 avril 2020. **CEDH. Président.** Vice-président de la Cour européenne des droits de l'homme, Róbert Ragnar Spanó, 47 ans, juge islandais qui possède également la nationalité italienne, professeur de droit, membre de la Cour depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2013, polyglotte, champion de bowling et excellent chanteur, est élu président, en vue de succéder, le 18 mai, au juge grec Linos-Alexandre Sicilianos, 59 ans, en fonction depuis le 5 mai 2019.

## CORÉE DU SUD

15 avril 2020. **Élections législatives.** Malgré l'épidémie de coronavirus, les élections sont maintenues.

Le président Moon Jae-in remporte une belle victoire aux élections législatives, fruit de sa lutte efficace lors de la crise sanitaire. Le Parti démocrate, qui détenait jusqu'alors la majorité relative, obtient la majorité absolue des sièges, avec 163 des 300 élus, contre 84 au Parti du futur uni, 19 au Parti de la Corée future, 17 au Parti des citoyens ensemble, formation sœur du Parti démocrate, et 6 au Parti de la justice. La participation a été de 66,2 %, la plus élevée depuis 1992, ce qui est d'autant plus remarquable au vu de la situation sanitaire.

## COSTA RICA

26 mai 2020. **Mariage pour tous.** La Cour suprême déclare inconstitutionnelle l'interdiction du mariage entre personnes de même sexe. C'est le premier pays d'Amérique centrale à légaliser le mariage pour tous.

## ÉTATS-UNIS

Avril 2020. **Santé publique.** Au 5 avril, près de quarante États ont pris des mesures de confinement pour faire face à la crise du coronavirus. Les victimes sont surtout des Afro-Américains.

Le 14 avril, Donald Trump décide de suspendre la contribution américaine à l'Organisation mondiale de la santé, qu'il accuse de complaisance vis-à-vis de la Chine. Réponse au président américain ? Nombre de pays promettent d'augmenter leur contribution.

150 Le 16 avril, Donald Trump annonce un plan de déconfinement par étapes, sa mise en œuvre étant laissée à l'appréciation des gouverneurs. Mais, le lendemain, il soutient les manifestants contre les mesures de confinement et appelle à « libérer » les États gouvernés par les démocrates, notamment le Michigan, le Minnesota et la Virginie. Durant le week-end des 18 et 19 avril ont lieu des manifestations contre le confinement.

Avril-juin 2020. **Élection présidentielle.** Du fait de la crise sanitaire, le calendrier des primaires ou des caucus est perturbé. Ils sont reportés dans la plupart des États.

Le 7 avril se déroule pourtant la primaire démocrate au Wisconsin, alors que le gouverneur, Tony Evers, voulait la repousser. Mais la Cour suprême de l'État, composée de juges conservateurs, s'est opposée au report, conformément aux vœux des républicains. Joe Biden remporte le scutin, obtenant 62,9 % des voix, contre 31,7 % à Bernie Sanders.

Le 8 avril, Bernie Sanders annonce qu'il arrête sa campagne. Il promet le 13 avril de travailler avec Joe Biden.

Le 14 avril, Barack Obama apporte son soutien à Joe Biden et prononce un

réquisitoire impitoyable contre Donald Trump, sans le citer. Joe Biden obtient également l'appui d'Elizabeth Warren le 15 avril, du gouverneur de l'État de Washington, Jay Inslee, le 22 avril, de la speaker, Nancy Pelosi, le 27 avril, et d'Hillary Clinton le 28 avril.

Le 6 juin, à la suite du caucus de Guam, Joe Biden atteint au total 1991 délégués, ce qui lui assure l'investiture.

Le report de l'élection présidentielle étant difficilement imaginable, certains demandent la possibilité d'un vote par correspondance, mais les républicains s'y opposent en invoquant un risque de fraude.

Tara Reade, 56 ans, ancienne assistante parlementaire de Joe Biden, accuse celui-ci d'agression sexuelle et de viol. Il nie catégoriquement les faits le 1<sup>er</sup> mai. L'affaire gêne les femmes démocrates en particulier.

Le 30 juin, Joe Biden annonce qu'il n'organisera pas de meetings en raison de l'épidémie de coronavirus, à la différence de Donald Trump.

2 mai et 23 juin 2020. **Président.** Pour la première fois, Twitter applique au président Trump ses règles pour lutter contre la désinformation. Le 2 mai, les propos présidentiels sur le vote par correspondance se voient ainsi porter la mention « Vérifiez les faits ». Mark Zuckerberg, patron de Facebook, est critiqué par ses employés pour ne pas avoir filtré les messages les plus radicaux de Donald Trump.

Le 23 juin, John Bolton, ex-conseiller à la Maison-Blanche, publie un véritable réquisitoire contre le président Trump, dans lequel il l'accuse d'avoir sollicité l'aide de Pékin pour sa réélection. Donald Trump cherche à empêcher la sortie du livre.

25 mai-29 juin 2020. **Afro-Américains. Police.** George Floyd, 46 ans, afro-américain, meurt le 25 mai, après avoir été interpellé à Minneapolis par des policiers qui l'ont immobilisé sur le sol, la pression exercée sur son cou l'empêchant de respirer. Il était soupçonné d'avoir voulu écarter un faux billet de 20 dollars ! La vidéo de cette scène provoque une très vive émotion. Le policier qui a placé son genou sur le cou de la victime, Derek Chauvin, 44 ans, est arrêté quatre jours plus tard.

Il y a eu, en 2019, plus de mille victimes de violences policières.

Les manifestations antiracistes gagnent toutes les villes des États-Unis. Des policiers reprennent le symbole consistant à mettre un genou à terre pour condamner les agissements de certains de leurs collègues.

Alors que Donald Trump menace d'utiliser l'armée, des gouverneurs prennent leurs distances à son égard. Le 3 juin, le secrétaire à la Défense, Mark Esper, s'oppose au recours à la force militaire.

Le même jour, le procureur général du Minnesota décide de poursuivre pour « complicité » les trois policiers qui accompagnaient Derek Chauvin, car ils ont aidé à plaquer au sol George Floyd et sont restés passifs. Derek Chauvin est lui-même accusé le 4 juin de « meurtre » et non plus d'« homicide involontaire ». Il comparaît devant la justice le 8 juin et encourt une peine de quarante ans de prison.

Des cérémonies d'hommage ont lieu le 4 juin à Minneapolis, où le maire tombe en pleurs, un genou à terre, ainsi qu'à New York.

Donald Trump reste indifférent et moque Joe Biden qui s'était agenouillé, affirmant que « les lâches s'agenouillent » !

Des manifestants s'en prennent aux symboles. Le 9 juin, à Boston, une statue de Christophe Colomb est décapitée. Le 10 juin, à Richmond, des manifestants arrachent de son piédestal la statue de Jefferson Davis, président des États confédérés, et la statue de Christophe Colomb est incendiée.

Le 29 juin, au Mississippi, la Chambre des représentants, par 91 voix contre 23, et le Sénat, par 37 voix contre 14, vote le retrait d'un symbole confédéré du drapeau de l'État, la croix bleue aux treize étoiles sur fond rouge des États confédérés.

15, 18 et 29 juin 2020. **Cour suprême. Homosexuels. Migrants. Avortement.** Par 6 voix contre 3, la Cour suprême estime, le 15 juin, que la loi de 1964 sur les droits civiques protège les salariés homosexuels et transgenres, alors que l'administration Trump estimait possible un licenciement au seul motif de l'orientation sexuelle. L'arrêt a été rédigé par le juge Neil Gorsuch, nommé par Donald Trump et considéré comme l'un des plus conservateurs.

Même si elle est à majorité conservatrice, la Cour suprême est capable d'indépendance à l'égard du président Trump. Le 18 juin, elle disqualifie ainsi, par 5 voix contre 4, l'annulation par l'administration des protections accordées par Barack Obama à sept cent mille jeunes migrants, les « *dreamers* », la qualifiant d'« arbitraire et capricieuse ».

Donald Trump qualifie pour sa part cette décision et celle sur les homosexuels d'« horribles et orientées ». Il s'agit du quatrième revers successif qu'il subit, après le refus de la Cour suprême de se saisir de cas présentés par des défenseurs des armes à feu, la conservation du statut de « villes sanctuaires »

pour les municipalités qui refusent d'assister la police de l'immigration dans sa lutte contre les sans-papiers, ainsi que la décision sur les discriminations à l'égard des LGBT.

Le 29 juin, la Cour suprême, par 5 voix contre 4, invalide une loi de la Louisiane très restrictive en matière d'avortement. Le *Chief Justice* s'est rangé au côté des juges progressistes. C'est la première fois que John Roberts prend position en faveur de l'avortement. Il semble soucieux de défendre l'indépendance de la Cour face au président Trump.

## 152 HONGRIE

2 avril, 14 et 26 mai, 16 juin 2020. **État de droit.** CJUE. CEDH. Seize gouvernements de l'Union européenne, dont l'ensemble de l'Europe de l'Ouest à l'exception de l'Autriche, déclarent, le 2 avril, être « profondément préoccupés par le risque de violation des principes de l'État de droit, de la démocratie et des droits fondamentaux, découlant de l'adoption de certaines mesures d'urgence ». Si la Hongrie n'est pas précisément citée, il est fait ici une allusion directe aux pouvoirs spéciaux qui y ont été mis en place face à la crise sanitaire. Sans se sentir gêné, Budapest déclare souhaiter s'associer à la déclaration.

L'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne considère que la rétention de demandeurs d'asile dans le camp de rétention de Röszke est illégale : ceux-ci étant isolés, privés de liberté de mouvement, leur demande d'asile se trouve caduque. La Cour rend un arrêt en ce sens le 14 mai (CJUE, Grande Chambre, 14 mai 2020, C-924/19 PPU et C 925/19 PPU). Dans la nuit du 20 au 21 mai, la Hongrie libère près de deux cents demandeurs d'asile, détenus pour certains depuis plusieurs années le long

de la frontière avec la Serbie, dans des conditions inhumaines.

Le 26 mai, la Hongrie est condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour violation de la liberté d'expression. Des journalistes ayant enquêté sur une affaire de paiements illicites présumés liés à la banque centrale hongroise avaient perdu leur accréditation au Parlement pour avoir filmé en dehors des zones autorisées. La Cour a jugé ni proportionnelle ni légitime cette sanction, qui n'était pas limitée dans le temps (CEDH, 26 mai 2020, *Mandli et autres c. Hongrie*, 63164/16).

Le même jour, le gouvernement soumet un projet de loi pour mettre fin à ses pouvoirs spéciaux d'urgence. Le 16 juin, à l'unanimité, le Parlement vote la levée de l'état d'urgence.

## IRAK

7 mai 2020. **Gouvernement.** Le président Barham Saleh désigne, le 9 avril, Moustafa al-Kazimi, 53 ans, chef du renseignement, indépendant modéré, non issu, pour la première fois depuis la fin du régime de Saddam Hussein, de l'islam politique ou des partis chiites, pour former un gouvernement. C'est la troisième tentative en quatre mois.

Dans la nuit du 6 au 7 mai, Moustafa al-Kazimi obtient la confiance du Parlement. Seuls quinze ministres sur vingt-deux sont avalisés.

## IRLANDE

15 juin 2020. **Gouvernement.** Quatre mois après les élections législatives, le Fine Gael et le Fianna Fáil, centre droit, et les Verts parviennent à un accord pour constituer un gouvernement, excluant le Sinn Féin. C'est la première fois que les deux partis centristes

exercer ensemble le pouvoir. Micheál Martin, 59 ans, Fianna Fáil, sera Premier ministre jusqu'en décembre 2022, et Leo Varadkar, 41 ans, Premier ministre sortant, Fine Gael, lui succédera. Le Parlement approuve Micheál Martin par 93 voix contre 63.

## ISRAËL

17 mai 2020. **Gouvernement.** Le président Reuven Rivlin rejette, le 12 avril, la demande de Benny Gantz visant à étendre son mandat pour former un gouvernement. Pourtant, le lendemain, il prolonge ce mandat jusqu'au 15 avril. Mais Benny Gantz échoue et, le 16 avril, le président Rivlin donne mandat à la Knesset pour une période de vingt et un jours.

Benjamin Netanyahu et Benny Gantz parviennent à un accord, le 20 avril, sur un « gouvernement d'urgence nationale ».

Le blocage politique aura duré quatre cent quatre-vingt-quatre jours, et il aura fallu trois élections législatives pour en sortir. L'accord conclu après sept semaines de négociations conduit à une alternance au pouvoir entre Benjamin Netanyahu et Benny Gantz, le second devant succéder au premier au bout de dix-huit mois. Benjamin Netanyahu deviendra alors « Premier ministre d'alternance ».

Le gouvernement comptera trente-six ministres et seize vice-ministres. L'accord prévoit l'annexion, au plus tôt en juillet, de la vallée du Jourdain et d'une partie des colonies israéliennes. Le parti Bleu-Blanc obtiendra la Défense et les Affaires étrangères.

De façon inattendue, le Parti travailliste accepte, le 26 avril, d'entrer au gouvernement. Il recevra les portefeuilles de l'Économie et des Affaires sociales.

Le 8 mai, la Cour suprême autorise Benjamin Netanyahu à former un nouveau gouvernement, en dépit des accusations de corruption portées contre lui, rejetant à l'unanimité de ses onze membres l'ensemble des plaintes déposées par certains partis politiques et des organisations de la société civile.

Le 17 mai, le nouveau gouvernement est approuvé par la Knesset par 73 voix contre 46 et entre en fonction. Le Premier ministre redit sa volonté d'annexer une partie de la Cisjordanie.

## KOSOVO

24 juin 2020. **Président. Crimes contre l'humanité.** Le président Hashim Thaçi, 52 ans, Premier ministre du 9 janvier 2008 au 9 décembre 2014 et président depuis le 7 avril 2016, est accusé, par le procureur des Chambres spécialisées pour le Kosovo – tribunal basé à La Haye et créé en 2015 afin de juger les crimes perpétrés de 1998 à 2000 pendant et après la guerre qu'a connue le pays –, d'avoir commis des « crimes de guerre » et des « crimes contre l'humanité » alors qu'il était à la tête de l'Armée de libération du Kosovo.

Le procureur a voulu empêcher une amnistie qui pourrait résulter d'un accord serbo-kosovar. La décision intervient alors que le président Thaçi se rendait à Washington, où il devait se réunir, le 27 juin, avec le président serbe, Aleksandar Vučić, et l'émissaire spécial de Donald Trump pour les négociations entre la Serbie et le Kosovo, Richard Grenell, en vue de parvenir à un règlement du contentieux.

## MALAWI

8 mai 2020. **Cour suprême. Élection présidentielle.** Alors que le scrutin a été annulé pour cause de fraudes électorales, la Cour suprême rejette un appel du président Peter Mutharika contre la décision de la Cour constitutionnelle du 3 février et confirme qu'une majorité de 50 % plus une voix est nécessaire pour être élu président, condition non remplie par Mutharika en mai 2019. Une nouvelle élection (avec les candidats originels) est donc organisée le 23 juin, qui voit Lazarus Chakwera, ancien pasteur évangélique, l'emporter face au président sortant. Le Malawi apporte ainsi une belle leçon de démocratie.

154

## POLOGNE

8 et 29 avril 2020. **État de droit.** La Cour de justice de l'Union européenne exige le 8 avril la suspension, sous astreinte, de la chambre disciplinaire de la Cour suprême jusqu'à ce qu'elle ait statué sur sa compatibilité avec le droit de l'Union (CJUE, Grande Chambre, ordonnance, 8 avril 2020, *Commission européenne c. République de Pologne*, C-791/19 R).

Le 29 avril, la Commission européenne lance une nouvelle procédure d'infraction (la quatrième) contre la Pologne, en raison d'une loi dite muselière, qui permet au pouvoir de sanctionner les magistrats qui critiqueraient les réformes en matière de justice.

## ROYAUME-UNI

4 avril 2020. **Parti travailliste.** Ancien avocat spécialiste des droits de l'homme et député, Sir Keir Starmer, 57 ans, responsable du Brexit au sein du parti, centriste, est élu leader du *Labour* avec 56,2 % des voix. Il appelle

à la coopération constructive avec le gouvernement dans la lutte contre l'épidémie de coronavirus. Il demande pardon pour l'antisémitisme qui a pu être présent dans le parti. Plus modéré que Jeremy Corbyn sans être blairiste, son plan politique en dix points reprend certaines des propositions de son prédécesseur, comme la nationalisation des chemins de fer et de la poste, ainsi que l'abrogation des lois antisyndicales.

5 avril 2020. **Santé publique. Premier ministre.** Boris Johnson, atteint par le coronavirus, est hospitalisé le 5 avril. Dominic Raab, secrétaire d'État au *Foreign Office*, gère les affaires courantes.

Le soir même, la Reine s'adresse aux Britanniques afin de les exhorter au courage, à l'unité et au respect des mesures de confinement. Ce n'est que son cinquième discours en soixante ans de règne.

Le 12 avril, le Premier ministre sort de l'hôpital après plusieurs jours passés en soins intensifs. Il déclare, à propos du système de santé publique : « Le NHS a sauvé ma vie ». Saura-t-il s'en souvenir ?

De retour au 10, Downing Street le 27 avril, et alors que la stratégie qu'il avait mise en place au début de l'épidémie a été vivement critiquée, Boris Johnson se montre désormais beaucoup plus prudent. Le 30 juin, il promet une « révolution par les infrastructures », inspirée du *New Deal* américain, pour relancer l'économie.

24 avril 2020. **Blasphème. Écosse.** Le gouvernement écossais publie un nouveau projet visant à dépénaliser le blasphème, cent soixante-dix-sept ans après les dernières poursuites sur ce chef d'accusation. La loi pourrait dorénavant

couvrir les discriminations fondées sur l'âge, le handicap, l'origine, la religion et l'orientation sexuelle.

Mai-juin 2020. **Brexit.** La crise sanitaire complique les négociations autour de la sortie de l'Union européenne, le coronavirus touchant les principaux négociateurs.

Le 18 mai, le secrétaire d'État à l'Intérieur, Priti Patel, déclare que le Royaume-Uni veut « contrôler ses frontières », par le biais d'un visa à points en particulier.

L'Union européenne souhaite parvenir à un « traité global », tandis que le Royaume-Uni demande un « accord central de libre-échange », accompagné d'« accords thématiques » particuliers.

Le 12 juin, Londres notifie son refus que la période de transition soit étendue au-delà du 31 décembre.

23 juin 2020. **Assemblée citoyenne. Environnement.** La « *Climate Assembly* », composée de cent huit personnes tirées au sort, remet ses conclusions, qui prônent notamment le « zéro carbone ».

## SYRIE

11 juin 2020. **Guerre civile.** Le président Bachar al-Assad met fin aux fonctions du Premier ministre, Imad Khamis, 58 ans, Baas, en fonction depuis le 3 juillet 2016, et nomme Hussein Arnous, 67 ans, Baas, pour assurer l'intérim.

Devant le désengagement occidental, l'organisation État islamique reprend

ses attaques. Les nouvelles sanctions américaines, qui visent notamment des personnes et entreprises non syriennes, entrent en vigueur le 17 juin.

## TCHAD

28 avril 2020. **Peine de mort.** L'Assemblée nationale vote l'abolition de la peine de mort, autorisée jusque-là pour les faits de terrorisme.

## UNION EUROPÉENNE

18 mai 2020. **Dettes communes.** Un bouleversement a lieu lors d'une visioconférence de presse commune d'Angela Merkel et d'Emmanuel Macron. Pour faire face à la crise provoquée par la pandémie de coronavirus, ils proposent de lancer un emprunt sur les marchés « au nom de l'Union européenne ». La chancelière Merkel accepte ainsi une dette commune européenne, longtemps refusée par l'Allemagne. Le plan franco-allemand prévoit quatre piliers : mettre en place un fonds de relance de 500 milliards d'euros financé par un emprunt de la Commission européenne, mais alloué sous forme de subventions « aux secteurs et aux régions les plus durement touchés » ; renforcer l'Union européenne de la santé en créant une réserve de matériel médical et en coordonnant l'achat de vaccins et de traitements ; « moderniser l'économie européenne » en privilégiant l'environnement et le numérique ; restaurer l'espace Schengen et le marché intérieur.